

[Home](#)[Principles](#)[Work  
themes](#)[Regions](#)[News](#)[Publications](#)[Climate & forests](#)[REDD+ and related  
initiatives](#)[UN Framework  
Convention on Climate  
Change \(UNFCCC\)](#)[World Bank](#)[Forest Carbon  
Partnership Facility](#)[Forest Investment  
Programme](#)[Other climate-related  
institutions](#)

## Les peuples autochtones luttent pour la reconnaissance de leurs droits tandis que les institutions internationales se démènent pour parvenir à un accord REDD+

6 Décembre, 2010

Alors que les négociations intergouvernementales sur le climat (CCNUCC) font encore face à des écueils de taille sur la voie de la réalisation d'un accord mondial sur le financement de la lutte contre le changement climatique, les initiatives indépendantes sur la REDD+ se sont multipliées au cours des derniers mois.

Pendant ce temps, les peuples autochtones ne cessent de faire part de leurs inquiétudes quant au fait que les mesures prises pour le respect de leurs droits sont insuffisantes. Par exemple, les gouvernements qui dirigent le partenariat intérimaire REDD+ ont tenu des réunions au cours des derniers mois qui n'ont pas accordé une place suffisante à la participation des peuples autochtones. Entre-temps, les principaux organismes donateurs du Partenariat tentent d'harmoniser leurs activités et financement REDD : le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier de la Banque mondiale (FCPF) est chargé des activités de « préparation » et de planification (ce qui correspond à la « première phase ») puis d'une « troisième phase » qui consiste en actions REDD effectives ; le Programme d'investissements pour la forêt (FIP) de la Banque mondiale dispose de fonds pour une « deuxième phase » de mise en œuvre du « plan de préparation » ; et UN-REDD qui est chargé de la mesure, notification



Francesco Martone (FPP), Daysi Zapata (AIDSESP) et Kokoi - Wapichan leader et président de l'APA, participant à la réunion FCPF



Daysi Zapata, Vice-présidente de l'AIDSESP, s'exprimant lors de la réunion FCPF de la Banque mondiale, nov 2010, Washington DC

### WORK THEMES

[REDD+ and related initiatives](#)

### REGION

[Peru](#)

### RELATED REPORTS

[AIDSESP Statement on REDD policies and indigenous peoples' rights. 28 October 2010](#)

et vérification (MNV) , de l'engagement des parties prenantes et de la participation des peuples autochtones.

La structure internationale de financement REDD, de plus en plus complexe, impliquera d'autres acteurs tels que les « Partenaires multiples de prestation » (Multiple Delivery Partners) (MDP), y compris le Fonds pour l'environnement mondial (GEF), les institutions des Nations Unies telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), ainsi que les banques multilatérales de développement. La forme et l'orientation des futures règles de financement REDD et les cadres de garantie relatifs subissent aujourd'hui les pressions croissantes des pays bénéficiaires et des grandes ONG de conservation, qui exigent un accès rapide aux fonds REDD et un soutien aux projets REDD sous-nationaux. Au même moment, certains gouvernements donateurs semblent vouloir déboursier des fonds afin de montrer à l'opinion publique de leur pays qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique.

Les perdants potentiels de cette ruée vers les fonds REDD pourraient être les peuples autochtones, à cause du manque d'attention accordée à leurs droits. Les leaders autochtones de plusieurs pays expriment leurs inquiétudes croissantes concernant l'absence de plans significatifs pour examiner leurs droits fonciers et leurs droits aux ressources dans la planification de la préparation REDD. Lors de la dernière réunion du Comité des participants du FCPF qui s'est tenue le mois dernier à Washington DC, le Vice-Président de l'organisation autochtone amazonienne péruvienne AIDSESP, Daysi Zapata Fasabi, a déclaré que le gouvernement du Pérou fait mine de s'engager dans des consultations approfondies avec les peuples autochtones, mais qu'en pratique il est vraisemblablement plus intéressé à promouvoir le processus REDD et à attirer les investissements du secteur privé dans des projets REDD sous-nationaux. Pour cette raison, le gouvernement du Pérou est accusé de se livrer à un « jeu d'apparences » dans ses efforts visant à attirer les financements internationaux

[AIDSESP Letter to Ministry of Environment. September 2010](#)

[Statement of Daysi Zapata, Vice-President of AIDSESP to the World Bank FCPF Participants Committee. November 2010](#)

[Forest Peoples Programme Comments on the draft R-PP template \(v.5\). October 2010](#)

[AIDSESP Letter to the World Bank Forest Carbon Partnership Facility \(FCPF\), Technical Advisory Panel \(TAP\), Peruvian Ministry of Environment \(MINAM\) and other entities involved in the REDD process. October 30th, 2010](#)

[Un bilan de Copenhague: résultats concernant la REDD+ et les droits](#)

## RELATED NEWS

[AIDSESP Comments on Draft Peruvian Forest Law, October 2010 \(only available in Spanish\)](#)

pour ses plans nationaux REDD+. AIDSESEP a souligné qu'une condition préalable essentielle pour le financement REDD durable doit être le règlement juste et effectif des revendications foncières et territoriales non résolues des peuples autochtones en Amazonie péruvienne (Voir liens).

Lors de la réunion de Washington, le FCPF a lancé l'approche MDP, qui pourrait finir par être utilisée par la Banque mondiale comme instrument pour débloquer ses programmes FCPF controversés, critiqués par les peuples autochtones et la société civile dans des pays comme le Panama et le Paraguay. En parallèle, le FCPF a présenté une nouvelle Proposition pour la préparation (R-PP) qui pourrait donner lieu au choix par les institutions des normes sociales et environnementales communes les moins strictes. Avec l'approbation politique probable de la préparation REDD lors de la CdP16 de la CCNUCC à Cancun, une certaine détermination sera nécessaire afin de s'assurer que les demandes et les propositions des peuples autochtones et de leurs communautés soient pleinement intégrées par écrit dans l'élaboration des normes internationales en matière de REDD+. Tant que ces normes et ces engagements ne seront pas garantis, REDD+ continuera à représenter une menace considérable pour les droits et les libertés des peuples autochtones et des communautés dépendantes de la forêt.

Pour plus d'informations :

1. [FPP comments on the draft R-PP template \(v.5\)](#)  
(Commentaires du FPP au sujet du modèle de projet R-PP), novembre 2010
2. [Déclaration de Daysi Zapata, Vice-président de l'AIDSESEP au Comité des participants du FCPF de la Banque mondiale](#), novembre 2010
3. [Lettre de l'AIDSESEP au Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier \(FCPF\) de la Banque mondiale](#), au Groupe consultatif technique (GCT), au Ministère péruvien de l'environnement (MINAM) et aux autres organismes impliqués dans le processus REDD, 30 octobre 2010

4. Déclaration de l'AIDSESEP sur les politiques REDD et les droits des peuples autochtones, 28 octobre 2010

5. Commentaires de l'AIDSESEP sur le projet de loi péruvienne sur les forêts, 22 octobre 2010 (disponible uniquement en espagnol)

6. Lettre de l'AIDSESEP au Ministère de l'environnement, septembre 2010.

7. *Un bilan de Copenhague : résultats concernant la REDD+ et les droits* FPP briefing, Janvier 2010

Español English

FIRST PUBLISHED IN THE ENEWSLETTER

FPP ENewsletter December 2010

---